

RAPPORT N° 2022/5-08
au Bureau de la Communauté
En séance du jeudi 27 octobre 2022

OBJET :

MISE AU REBUT ET VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE DIVERS VEHICULES DE LA CINOR

Les véhicules ci-dessous, composant le parc automobile de la CINOR ne sont plus à même, à raison de leur ancienneté ou vétusté, d'être affectés à l'activité administrative :

Désignation	Marque, Type	Immatriculation	Date 1 ^{ère} mise en circulation	Kilométrage compteur
Véhicule léger	Peugeot 206	200 BRX 974	16/05/2005	129822
Véhicule léger	Peugeot 206	607 BRS 974	30/05/2005	120816
Véhicule léger	Peugeot 206	FY 376 VA	02/06/2005	117096
Véhicule léger	Nissan Micra	523 BTZ 974	12/09/2006	134093
Véhicule léger	Nissan Micra	524 BTZ 974	12/09/2006	135070
Véhicule léger	Nissan Micra	527 BTZ 974	12/09/2006	93800
Véhicule léger	Peugeot 206	GC 774 CA	24/08/2007	88414
Véhicule utilitaire	Nissan Cabstar	CT 319 HN	07/05/2013	82231

Je vous propose, en conséquence de :

- Déclasser les véhicules dont la liste figure ci-dessus, du domaine public
- M'autoriser à les mettre au rebut et à procéder à leur mise en vente suivant la procédure prévue à cet effet.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N° 2022/5-08
du Bureau de la Communauté
En séance du 27 octobre 2022**

OBJET :

MISE AU REBUT ET VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DE DIVERS VEHICULES DE LA CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/5-08 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

De déclasser les véhicules présentés dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Marque, Type	Immatriculation	Date 1 ^{ère} mise en circulation	Kilométrage compteur
Véhicule léger	Peugeot 206	200 BRX 974	16/05/2005	129822
Véhicule léger	Peugeot 206	607 BRS 974	30/05/2005	120816
Véhicule léger	Peugeot 206	FY 376 VA	02/06/2005	117096
Véhicule léger	Nissan Micra	523 BTZ 974	12/09/2006	134093
Véhicule léger	Nissan Micra	524 BTZ 974	12/09/2006	135070
Véhicule léger	Nissan Micra	527 BTZ 974	12/09/2006	93800
Véhicule léger	Peugeot 206	GC 774 CA	24/08/2007	88414
Véhicule utilitaire	Nissan Cabstar	CT 319 HN	07/05/2013	82231

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à mettre les véhicules ci-dessus au rebut et à procéder à leur mise en vente suivant la procédure prévue à cet effet.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 09 NOV 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221027-BC2022-5-08-DE
Date de télétransmission : 10/11/2022
Date de réception préfecture : 10/11/2022